



Etudes à l'étranger : le plan B des déçus de Parcoursup

Enquête

Le bac en poche, ils sont chaque année plus nombreux à partir suivre leurs études hors de nos frontières. Parcoursup semble avoir accéléré le mouvement dans les milieux les plus favorisés.

Durée : 7 min



D'après la dernière enquête de Campus France, près de 100 000 étudiants français sont partis étudier hors de nos frontières en 2018, 10% de plus que l'année précédente.

Damien MEYER / AFP
Article Abonné

L'année dernière, Paul pensait avoir mis toutes les chances de son côté pour être admis à Sciences po Paris. Inscrit à Jean-Baptiste Say, lycée réputé du XVI^e arrondissement de la capitale, ce très bon élève a suivi les cours d'une prépa privée en parallèle, peaufiné CV et lettre de motivation pour rejoindre l'école de ses rêves. En vain. "J'ai été recalé. Une énorme déception !" confie-t-il. Mais le garçon de 17 ans avait un plan B : partir suivre les mêmes études à l'étranger. L'University College de Londres, pour lequel il avait postulé en amont, lui ouvre alors ses portes. Benjamin, qui a suivi sa scolarité au lycée Pasteur de Neuilly (Hauts-de-Seine) a connu la même désillusion. Son objectif premier ? Intégrer la prestigieuse université Paris-Dauphine. Recalé, il a mis le cap sur Madrid, où il a rejoint l'IE Business School, école de commerce internationale.

Au sein des milieux favorisés - voire très favorisés -, les témoignages de ces déçus de Parcoursup partis tenter leur chance ailleurs se sont multipliés ces derniers mois. L'opacité de fonctionnement de la plateforme d'affectation dans l'enseignement supérieur, les changements de règles liés à la réforme du lycée et du bac, la part croissante du contrôle continu dans la note finale de l'examen ont rebattu les cartes du système éducatif. Au grand dam de certains élèves jusqu'ici pourtant assurés de cocher toutes les cases pour accéder à la filière de leur choix, mais qui, l'été dernier, se sont pris une grande claque. Combien sont-ils à avoir cédé aux sirènes des études à l'étranger, à peine le bac en poche ? Faut de recul, le phénomène est difficile à quantifier pour les bacheliers 2021. "Ce qui est sûr, c'est qu'il s'inscrit dans un mouvement structurel, analyse Patrick Fournié, proviseur de Janson-de-Sailly, dans le XVI^e à Paris. Même si cette tendance reste limitée, le taux d'élèves qui partent suivre



des études de droit, d'économie, de management ou de gestion à l'étranger a tendance à augmenter chaque année."

D'après la dernière enquête de Campus France, près de 100 000 étudiants français sont en effet partis étudier hors de nos frontières en 2018, 10% de plus que l'année précédente. Le Canada reste leur destination privilégiée, suivi par la Belgique, qui connaît en engouement sans précédent (+ 40% de nouveaux venus entre 2017 et 2018), puis par le Royaume-Uni, dont la progression reste stable. De nouveaux facteurs, apparus ces deux dernières années, pourraient bien modifier le profil de ces candidats à l'exil. "Ce n'était vraiment pas mon plan de départ, mais, l'an dernier, le fait que les bulletins aient remplacé une partie des épreuves finales du bac a clairement désavantagé les lycéens inscrits dans des établissements connus pour noter plus sévèrement", déplore Simon qui, à sa sortie de Janson-de-Sailly, a rejoint la cohorte de jeunes français partis suivre leurs études dentaires à Madrid après avoir essuyé les réponses négatives de toutes les facs de la région parisienne.

Offre limitée. 2 mois pour 1€ sans engagement

Une échappatoire parmi d'autres pour ceux dont les vœux enregistrés sur la plateforme n'ont pas été exaucés, ou qui ne se sont pas résolus à suivre la formation "par défaut" dans laquelle ils avaient été acceptés. "Ces jeunes qui se retrouvent sur le carreau s'orientent vers les prépas privées, privilégient les expériences en entreprise - pour les bacs pro -, optent pour le redoublement volontaire, ou, parfois, partent effectivement à l'étranger", explique Bruno Magliulo, ancien inspecteur d'académie spécialiste des questions d'orientation. "Ce genre d'expérience est un atout indéniable sur le marché du travail. Entre un candidat qui a fait cinq ans d'études scotché aux bancs de la Sorbonne et un autre passé par Londres, les Etats-Unis ou l'Espagne, qui l'employeur choisira-t-il, à votre avis ?" fait mine de demander Géraldine, la mère de Benjamin, parti à Madrid suivre les cours de l'IE Business School.

"Un vrai parcours du combattant !"

Si, aujourd'hui, la mère de famille affirme n'avoir aucun regret d'avoir laissé son adolescent s'envoler à plusieurs centaines de kilomètres, la décision n'a pourtant pas été facile à prendre. Echaudée par la saison Parcoursup 2020 et sa cohorte de candidats dépités, elle s'était décidée à assurer ses arrières en menant de front la procédure classique d'inscription sur la plateforme française et l'élaboration d'un dossier de candidature pour l'école de commerce espagnole. "Un vrai parcours du combattant !" selon elle. En plus des nombreuses pièces administratives à fournir, Benjamin a dû passer une batterie de tests et un entretien en visio avec le jury ibérique. En mars, le résultat tombe : admis ! Ce qui lui évitera de connaître les mêmes affres que ses camarades de classe, obligés de se connecter, dès le mois de mai, à la plateforme Parcoursup pour suivre l'évolution de leurs classements dans les différentes filières demandées - un suspense qui s'est prolongé, pour certains, jusqu'en septembre. "Parcoursup, c'est un peu une loterie géante. Jusqu'au dernier moment, vous ne savez pas dans quelle formation la boule va atterrir !" brocarde Charlotte, qui n'a pas attendu la phase complémentaire pour inscrire son aîné Simon dans une université de médecine espagnole.

Bon nombre d'acteurs privés l'ont bien compris et adaptent leur offre et leur discours aux angoisses des élèves et de leurs parents. Comme le cabinet Chrismo Consulting qui, l'été dernier, lançait cet appel sur son site : "Parcoursup ne vous a pas offert les établissements que vous souhaitiez ? Vous êtes déçus par ceux qui vous sont proposés ? Rien n'est perdu !" Et l'agence de conseil en mobilité internationale d'énumérer la liste des possibilités, entre une université au Royaume-Uni, un stage à Dubaï pour apprendre l'anglais ou une formation certifiante au Canada. "Les parents, noyés sous la masse d'informations sur l'orientation postbac, nous contactent de plus en plus tôt. Souvent dès



la classe de seconde", explique sa directrice Monique Peltier. De nombreux salons, manuels et coachs spécialisés se sont également positionnés sur ce marché très lucratif.

Certaines familles sont parfois prises de court. Mélanie, mère d'une Sasha en terminale section internationale au lycée Léonard-de-Vinci à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), pensait avoir déployé pendant l'année scolaire 2019-2020 toute la stratégie nécessaire pour que sa fille puisse s'inscrire en médecine. "On avait demandé toutes les facultés possibles en région parisienne et multiplié les choix d'options", raconte-t-elle. Raté, Sasha n'est admise nulle part. Mélanie décide alors, au coeur de l'été, de l'inscrire en section dentaire à Porto. Faute de temps, elle a recours à un intermédiaire sur place qui, moyennant 400 euros, se propose d'effectuer toutes les démarches nécessaires auprès de l'université, de la mairie, et de traduire les documents demandés en portugais. Pour Mélanie aussi, le départ de sa fille a été vécu comme un "sacrifice". Un coût... souvent rédhibitoire

Sans compter qu'un projet de ce type a un coût... rédhibitoire pour l'immense majorité des familles. "Pour que Benjamin puisse simplement postuler à l'IE de Madrid, j'ai dû verser un acompte de 2000 euros. Somme que je n'aurais pas récupérée s'il n'y était pas allé", explique Géraldine qui, sans l'obtention d'un prêt étudiant, aurait certainement dû abdiquer. Le Royaume-Uni fait partie des destinations les plus onéreuses. "Cette année, les universités britanniques ont fait un effort en accordant des bourses pour ramener le prix de la scolarité à celui d'avant le Brexit, soit environ 10 000 euros l'année", explique Monique Peltier. "A partir de la rentrée 2022, il faudra plutôt tabler sur 14 000 euros pour les filières de droit, de marketing ou d'art, et sur 17 000 euros pour les études de santé", poursuit la directrice de Chrismo Consulting, dont la clientèle est essentiellement composée de familles aisées.

Preuve, s'il en fallait encore une, que les inégalités ne cessent de se creuser au sein du système éducatif français. L'accès aux études supérieures cristallise un peu plus encore ces injustices. "Que le secteur s'internationalise n'est pas choquant. Encore faudrait-il mettre en place un système d'aide pour ceux qui n'ont pas les moyens de partir, avance Bruno Magliulo. Aujourd'hui, un cancre de la bourgeoisie a plus de chance de suivre ce type d'études qu'un crack issu des classes populaires." Pour sa part, Patrick Fournié se veut rassurant. "La crise du Covid, la mise en place de la réforme du lycée et du bac, l'évolution des attendus du supérieur ont bousculé les repères ces deux dernières années, mais tout devrait rapidement se réguler", estime-t-il. A Janson-de-Sailly, comme dans tous les lycées, l'équipe pédagogique a mis en place un "projet d'évaluation" afin de mieux harmoniser les notes à la fois en interne et entre les différents établissements de chaque académie, de façon à mettre fin au sentiment d'injustice éprouvé par certains élèves en 202.

Mais, comme les années précédentes, le bac 2022 charriera inévitablement son lot de déçus. "On incrimine souvent Parcoursup... A tort, soupire le père de Jules, qui rêve de devenir médecin. Le vrai problème est le manque de places disponibles dans les cursus les plus prisés, et ce fameux numerus clausus qui tue dans l'oeuf les vocations de nos gamins." Lui aussi se dit prêt à voir partir son fils en Roumanie ou en Belgique. Ceux dont les enfants ont tenté l'aventure vantent, à l'unisson, les mérites d'un système plus accueillant et "moins cassant" que le modèle français. "Chez nous, le premier jour de la rentrée, on vous dit que le plus dur reste à venir. A Madrid, mon fils a été accueilli par un 'bravo d'être arrivé jusqu'ici, vous pouvez être fier de vous !'" raconte Géraldine. Paul, lui, envisage de revenir en France au moment de son master. En attendant, il profite de la vie londonienne, conscient de sa chance. "Bon nombre de mes camarades auraient aimé en faire autant mais ont dû y renoncer, que ce soit à cause de leurs résultats scolaires, de l'échec aux tests d'admission ou du manque de moyens financiers", affirme-t-il. Le parcours du combattant débute bien avant l'entrée dans la vie active.



Opinions
Chronique



Frédéric Filloux
Economie



Emmanuel Lechypre
Chronique



Nicolas Bouzou
Chronique



Abnousse Shalmani

